



AgEcon SEARCH
RESEARCH IN AGRICULTURAL & APPLIED ECONOMICS

The World's Largest Open Access Agricultural & Applied Economics Digital Library

This document is discoverable and free to researchers across the globe due to the work of AgEcon Search.

Help ensure our sustainability.

Give to AgEcon Search

AgEcon Search

<http://ageconsearch.umn.edu>

aesearch@umn.edu

*Papers downloaded from **AgEcon Search** may be used for non-commercial purposes and personal study only. No other use, including posting to another Internet site, is permitted without permission from the copyright owner (not AgEcon Search), or as allowed under the provisions of Fair Use, U.S. Copyright Act, Title 17 U.S.C.*

No endorsement of AgEcon Search or its fundraising activities by the author(s) of the following work or their employer(s) is intended or implied.

Discussion

H. Moreau

Citer ce document / Cite this document :

Moreau H. Discussion. In: Économie rurale. N°96, 1973. Le rôle des économistes ruraux. pp. 141-145;

https://www.persee.fr/doc/ecoru_0013-0559_1973_num_96_1_2226

Fichier pdf généré le 08/05/2018

DISCUSSION

par Henri MOREAU

Secrétaire général adjoint du CENAG

Le présent rapport est, bien entendu, celui d'un « économiste appliqué ».

Le rapport de M. Malassis est fort dense. Sous des apparences de facilité et de classicisme il formule les principaux problèmes de l'heure pour les économistes ruraux et propose quelques voies de solution pleine de bon sens. Je m'y attarderai d'autant moins que, d'une façon globale, je partage les points de vue exprimés par l'auteur. Ma façon de discuter ce rapport sera de le **prolonger** plus que de le critiquer.

I — QUELQUES REFLEXIONS SUR LE RAPPORT DE M. MALASSIS

Quelques remarques cependant pour souligner les points forts.

1. **L'approche en termes de croissance et de développement s'impose en effet.** En insistant sur le développement François Perroux a distingué, il y a des années, la croissance et le développement. Cette opposition est aujourd'hui une évidence pour la majorité des citoyens dans leur comportement de producteurs et de consommateurs. Il s'agit donc d'analyser les facteurs et les conditions du développement économique en général et agricole en particulier. « L'explication ne saurait être purement économique, elle procède de facteurs démographiques, techniques, psycho-sociologiques et politiques » écrit M. Malassis. Les économistes ruraux doivent le garder bien à l'esprit.

2. Dès lors, la mise en évidence et l'**analyse des conflits et des contradictions inhérents au développement**, en vue de rechercher les conditions de comportement cohérents des agents économiques, constituent, en effet, un thème fondamental pour tous les économistes. Et principalement pour les économistes ruraux dans la mesure où ils s'occupent d'un secteur contesté, accusé souvent, dominé parfois et assurément très disparate.

3. Dans ces conditions la **référence au plan**, considéré comme « lieu de confrontation des groupes sociaux » pour connaître « une liste des préoccupations fondamentales d'une nation » est opportune et astucieuse. En effet, s'il est vérifié que le plan ne sert pas à grand chose, tant ses objectifs sont très indicatifs, il illustre, cependant, l'état du consensus social pour des changements de société. Et, par secteur, il indique les options et les orientations à prendre. A défaut de définir des objectifs ambitieux et fermes le plan balise les terrains de recherches économiques.

4. En ce qui concerne les « **problèmes anciens** » **non résolus** et les « **problèmes nouveaux** » **signalés dans le plan** et qui, à ce titre, méritent une attention toute particulière des chercheurs et économistes praticiens, la liste donnée par M. Malassis est sans surprise. On ne peut qu'être d'accord là-dessus. Certains thèmes peuvent être approfondis. On y reviendra.

Quelques réflexions, cependant, sur un domaine indiqué par M. Malassis : les « **inventions socio-économiques** », « la recherche peut contribuer à l'innovation économique et sociale, c'est-à-dire à la création puis à la propagation d'institution ou de méthodes nouvelles » écrit M. Malassis.

Pourquoi pas, en effet ? D'autant plus que le développement de l'agriculture passe — et de plus en plus semble-t-il — par l'**innovation d'organisation** autant que par les innovations techniques et les continuelles hausses des prix. Mais, si les économistes des organisations agricoles (y compris les Instituts Techniques) ont pu contribuer à ce type d'innovation d'organisation, on voit mal quel a été en la matière le rôle de l'INRA-Economie (SAFER, GAEC, IVD, ONIBEV...).

Peut-être est-il urgent **qu'ensemble** ces cellules de recherches s'adonnent à la recherche et au développement d'innovation d'organisation. Une voie pourrait être privilégiée.

La définition et la diffusion de formules associatives d'exploitations agricoles : de l'entraide la plus simple aux fusions d'exploitations type GAEC. La multiplication de formules associatives de production agricole pour la maîtrise, par le plus grand nombre d'exploitants, des progrès techniques et l'accès aux loisirs même pour les personnes travaillant sur les unités à une UTH me semble, en effet, capital pour le développement du secteur agricole. Des recherches dans cette direction sont donc capitales. « L'invention naissant de la pratique sociale comme le souligne M. Malassis, le contact permanent du chercheur avec la réalité socio-économique et la création à l'intérieur de groupes sociaux est une condition fondamentale du succès ». C'est très vrai. Comment le réaliser ? Sans doute par une collaboration entre la Recherche économique et sociologique et les organisations professionnelles.

Pourquoi ne pas envisager un détachement de chercheurs auprès d'organisations professionnelles. Celles-ci y trouveraient un sang neuf et l'imagination. Les chercheurs pourraient mieux connaître sur le tas — si possible dans les organisations départementales — les réalités vécues dans leurs aspects écono-

miques certes, mais aussi sociologiques et psychologiques. De même, les économistes des organisations professionnelles, au cours d'une sorte d'année sabbatique, s'adonneraient utilement à des tâches d'enseignement et de recherches.

Il est significatif de constater que les Centres d'Etudes Techniques Agricoles (CETA) qui ont su entretenir des liaisons fructueuses avec la Recherche pour les actions techniques (méthodes de fertilisation, essais de variétés nouvelles, techniques d'alimentation...) s'orientent aujourd'hui vers les « actions **Entreprise** ». Ces actions consistent en l'étude, par un groupe d'agriculteurs à problèmes communs et à comportements homogènes, de la combinaison optimale des facteurs de production pour la constitution d'entreprises agricoles efficaces et l'établissement de relations économiques entre ces unités de production, leur aval et leur amont. Des chercheurs de l'INRA de Dijon ont déjà œuvré avec des professionnels pour ce type « d'actions **Entreprise** ». N'est-ce pas une voie à suivre ?

5. **Plusieurs « sous-systèmes » participent à la recherche socio-économique**, signale M. Malassis. L'Université, la profession, les entreprises (firmes ou conseils) et les instituts spécialisés. En schématisant de façon excessive, je dirai que les organisations professionnelles, les entreprises et les instituts spécialisés se contentent, souvent, de « triturer » des données fournies par les autres cellules de recherche : l'Université à laquelle il convient d'ajouter les Administrations et organisations para-publiques : le SCEES, l'INSEE, le CREDOC...

Les premiers « sous-systèmes » mènent des recherches « commandées » et « orientées ». Ce qui ne veut pas dire que leurs résultats sont sans intérêt ; cela implique que leurs travaux correspondent tant à leurs préoccupations qu'ils sont légèrement intéressés. Leur politique, leurs options déterminent assez directement l'orientation de leurs travaux. Indiquer pour les sous-systèmes professionnels des thèmes à privilégier serait une façon élégante de perdre son temps. Aussi, les indications données sur les problèmes nouveaux à résoudre concernent principalement les sous-systèmes universitaires et publics.

Par contre en matière de propositions pour un avancement des connaissances, des modalités pratiques de la recherche, l'ensemble du système de recherche doit avoir une démarche coordonnée, sinon convergente.

II — PROBLEMES A RESOUDRE : TRAVAUX A PRIVILEGIER

Etablir un catalogue, même classé, serait ridicule et prétentieux. Plus simplement, dans une optique inévitablement personnelle, en fonction de ce que semblent être les principaux problèmes de la politique agricole, on indiquera quels sont les principaux axes à privilégier pour une recherche utile. Certes, tous les travaux menés par les économistes ruraux sont utiles, mais plus ou moins. « La programmation des recherches est fortement organisée » écrit

M. Bergmann dans son rapport. Cela ne m'était pas tellement apparu. Il manque peut-être une certaine focalisation des recherches, leur coordination en vue, sinon de répondre, du moins de voir plus clair dans les principales difficultés de la politique agricole. C'est en vue de centrer davantage les travaux menés sur quelques grandes questions que sont formulées les remarques suivantes.

1. **Etre en état d'élaborer et conduire une politique agricole plus sélective.** La diversité du secteur agricole l'exige. C'est d'ailleurs une des options du VI^e Plan. Pour la mettre en place, de façon systématique, il faut connaître mieux le secteur agricole dans ses composantes : les exploitations et les hommes. Une analyse plus fine des situations, des structures d'exploitations, de l'emploi des agriculteurs est nécessaire. Une typologie élaborée des exploitations, tenue à jour, reste à faire. A défaut de saisir tout le secteur, des approches monographiques poussées devraient suffire. La connaissance précise du milieu sur lequel on veut agir est un préalable de bon sens. Actuellement cette connaissance est insuffisante, peu opérationnelle.

Dans le domaine de la sélectivité, on peut inclure également les problèmes relevant de la double fonction de l'agriculture : la production de denrées agricoles et l'entretien des espaces naturels. Ces deux fonctions sont-elles compatibles, comment les répartir ou les faire coexister ?

2. **Les problèmes de la maîtrise du foncier.** Le fameux problème foncier est le seul **spécifiquement** agricole. Je le dis en boutade, mais tout juste... La maîtrise du foncier est, et sera de plus en plus, la grande difficulté des agriculteurs. Les travaux sur la démographie agricole, l'évolution des structures d'exploitation, les effets de l'IVD, le financement du foncier, les facteurs explicatifs du marché foncier dans ses flux et ses prix, sont autant de questions essentielles dont l'examen est capital. A poursuivre.

3. **La diffusion des gains de productivité et la hiérarchie des prix.** C'est là une troisième série de questions importantes et peu traitées. Elles concernent, bien sûr, les exploitants, mais aussi les secteurs d'aval (engrais, machinisme...) et d'amont (transformation et distribution). Où émergent les gains de productivité, sont-ils diffusés ou observe-t-on des phénomènes de rétention ? Le raisonnement en termes de prix a-t-il un sens si on exclut ces gains de productivité ? En francs constants les prix des céréales ont augmenté beaucoup moins que ceux des productions animales. Et pourtant qu'en est-il de la « hiérarchie des rentabilités » ?

A ces questions se rattache l'analyse des charges des exploitations agricoles. Lesquelles surveiller en priorité ?

4. **Le budget de l'agriculture et ses enseignements.** A l'examen du budget de l'agriculture pour 1973, on s'aperçoit que près de la moitié des dépenses publiques (soit environ dix milliards de francs) vont à la couverture du régime de protection sociale des exploitants agricoles (BAPSA). Il y a de bonnes raisons (démographiques, en particulier) à cela, mais

la répartition des charges sociales entre les exploitants est-elle idéale? Un peu d'ordre et de justice en la matière permettrait, sans doute, de dégager des ressources pour des actions plus profitables au développement de l'agriculture. Dans un domaine aussi passionné, des recherches de chercheurs objectifs seraient opportunes.

5. Environnement, écologie et ressources naturelles. Le souci d'un environnement de qualité conduit à l'étude des problèmes de l'écologie et de la gestion des ressources naturelles. La rareté de celles-ci en fait, désormais, un objet d'étude de l'économie. On peut penser que les économistes ruraux restent dans leur domaine en s'y consacrant. Ils semblent, du fait de leur formation (souvent agronomique et donc biologique), bien placés pour conduire en la matière des travaux de valeur.

Les recherches dans ce domaine sont d'autant plus urgentes que les agriculteurs sont « ballottés » entre des affirmations aussi péremptives que contradictoires. Va-t-on vers des excédents structurels ou des pénuries relatives? Les agriculteurs contribuent-ils à polluer ou à « faire le ménage » de la nature? Enfin va-t-on vers la famine pour cause de pollution? Ainsi dans le fameux « rapport sur les limites à la croissance » du MIT, il est fait état de la « loi des coûts croissants » en ces termes : « Pour accroître la production mondiale de denrées alimentaires entre 1951 et 1966, les dépenses annuelles des agriculteurs ont augmenté, en moyenne, de 63 % pour les tracteurs, de 146 % pour les engrais azotés. La consommation annuelle des pesticides a triplé. Le prochain accroissement de 34 % nécessitera des investissements encore plus importants et l'utilisation de plus de ressources naturelles ». Ce à quoi d'autres experts répondent : « Il s'agit là d'un tas de sottises économiques de première classe » !... (1).

Les agriculteurs aimeraient connaître sinon la vérité du moins les données sérieuses du problème. N'appartient-il pas aux « économistes-agronomes » de fournir ces données ?

Deux remarques encore.

— Sur certains de ces thèmes, des recherches sont déjà menées, d'importants travaux sont connus. Il s'agit simplement de les privilégier, de les amplifier.

— Cette liste indicative omet sans doute l'essentiel : l'étude concrète des conditions de développement des pays pauvres, pour lesquels l'économie rurale constitue presque toute l'économie. Cette étude conduirait à proposer l'ouverture des frontières des pays industrialisés aux exportations des pays pauvres. Avec quelles conséquences pour les producteurs agricoles des pays riches? Est-ce parce que les problèmes posés sont plus politiques qu'économiques qu'ils ne sont guère dans nos priorités ?

Ce ne sont là que quelques indications. Il va de soi que les thèmes proposés par M. Malassis sont égale-

ment importants. De même qu'à une époque où l'on veut (enfin) faire de la production de viande un atout national, toutes les recherches qui y concourent ont leur intérêt.

III — PROPOSITIONS QUANT AUX MODALITES PRATIQUES DE LA RECHERCHE

A. Pour l'orientation et la conduite des études

Deux remarques :

1. — **L'importance des motivations : pour l'étude des comportements.** Autant, sans nier leur intérêt, les recherches d'outils sophistiqués sur les modèles et les constructions mathématiques semblent délicates sur des éléments (exploitations, fermes, régions) dont la mesure et la connaissance sont très approximatives, autant la connaissance des motivations des agents économiques est capitale.

Un exemple : l'analyse des motivations des coopérateurs et du sens qu'ils donnent à l'engagement coopératif est sans doute plus opérationnelle que la modélisation du fonctionnement d'un complexe coopératif.

D'une façon générale, toute analyse économique doit vérifier que ses conclusions ne heurtent pas les comportements des personnes intéressées. La même remarque vaut pour les « considérations psychosociologiques ». Tout raisonnement sur le prix du lait doit intégrer les éléments tenant à la pénibilité et aux contraintes de présence permanente impliquées par la production laitière. La détermination de seuil dimensionnel d'une unité de production ovine peut tenir à la nécessité d'employer à plein temps deux bergers compétents pour que l'élevage ne soit pas compromis par l'absence prolongée d'un berger unique. L'évolution des structures des exploitations agricoles ne sera-t-elle pas déterminée aussi par la volonté des exploitants et de leurs familles d'accéder à la civilisation des loisirs? La prise en considération de ces données ouvre de belles perspectives à la sociologie rurale.

2. — **L'importance des études monographiques et micro-économiques.** Partant du fait que l'agriculture est un secteur économique composé d'unités de productions, situées dans un espace donné, on peut douter de la portée d'études globales, par ailleurs lourdes et coûteuses. La priorité devrait aller aux interventions ponctuelles : l'analyse d'une série d'exploitations dans une région déterminée. Avec certaines précautions, les conclusions tirées de telles recherches, rigoureusement choisies, ont valeur d'enseignement pour la politique agricole. De plus, avec les spécialisations régionales croissantes et le comportement de plus en plus gestionnaire des exploitants, eux-mêmes spécialisés, les données locales et micro-économiques sont déterminantes. L'existence d'une industrie de transformation dynamique dans une région et l'obligation nouvelle pour les agriculteurs de compter avec le fisc (y compris ceux qui sont

(1) Voir : « L'agriculture d'entreprise » - Revue du CENAG - Août-Septembre 1972.

encore au forfait collectif...) sont deux éléments qu'une analyse trop globale aurait tendance à minimiser. De même pour mesurer la portée du développement de l'agriculture à temps partiel.

B. L'exploitation des travaux des économistes ruraux

Le meilleur service à rendre aux recherches des économistes ruraux est d'assurer leur large diffusion et leur vulgarisation. C'est d'abord l'affaire des chercheurs eux-mêmes. Ils doivent, bien sûr, compter sur des relais. Mes fonctions actuelles me conduisent à faire les réflexions suivantes. Je suis donc « journaliste professionnel » dans un hebdomadaire agricole « Agri-Sept » et dans la revue d'une organisation du développement « Entreprise Agricole » de la FNCETA. Peut-être ai-je pressenti la nécessité de l'exercice de ce « journalisme sui generis » qu'appelle de ses vœux M. Barberis. Ceci ne garantit nullement des compétences de vulgarisateur... On a souvent reproché aux journalistes de traiter avec délices des zizanies des organisations professionnelles ou de reprendre les déclarations plus ou moins originales des dirigeants professionnels. Cependant les journalistes sont prêts à porter intérêt aux travaux des économistes ruraux. A condition que ceux-ci veuillent bien faire un effort.

Comment ? Un exemple. Les récents travaux de C. Altmann, J. Cranney, P. Evrard, P. Mathal, et C. Viau sur « la spécialisation des productions céréalière et bovine et ses conséquences économiques » méritent d'être connus. Ils sont importants, originaux et actuels. Ces travaux expliquent, en bonne partie, le pourquoi de « l'inflation par le bifteck » par exemple. Leur exploitation est cependant difficile. De tels documents gagneraient à être accompagnés d'une fiche signalétique et d'un condensé d'une vingtaine de pages indiquant les idées forces et les principales conclusions. Dans ces conditions, on peut les porter à la connaissance d'un large public.

Tous les travaux de l'INRA-Economie, en particulier, mais aussi des Instituts Techniques mériteraient un tel sort. Les lecteurs des revues professionnelles sont prêts à s'intéresser à de tels travaux. Ils sauraient ainsi davantage à quoi servent « leurs économistes ruraux ».

CONCLUSION

Deux remarques finales. Des interrogations plus que des affirmations.

1. Une approche fonctionnelle exclut-elle des recherches de niveau théorique ?

« Rien de plus pratique qu'une bonne théorie » a dit Wicksell. Une explication conceptualisée et cohérente de phénomènes économiques même partiels est, en effet, un préalable à l'action. Un exemple : l'inflation et les producteurs agricoles. L'inflation est l'un des problèmes économiques majeurs des économies occidentales. Les prix agricoles y jouent un rôle partiel mais certain. Or, qu'ont à dire les économistes ruraux en ce domaine ? Une explication assurée et rigoureuse du phénomène reste à faire.

2. Les recherches d'économie rurale doivent-elles être « pluri-idéologiques » ?

L'économie est peut-être une science. Elle est surtout, dans ce cas, une science humaine. Toute économie est politique, traitant des faits de société. Demander ou prétendre à l'objectivité est donc une illusion. Mais, si les recherches économiques doivent être pluridisciplinaires, on voit mal comment elles pourraient être pluri-idéologiques. Elles gagneraient cependant en lucidité à être plus sereines. Il est significatif que l'un des rapports du colloque soit un « assai de repérage des tendances de pensée en économie rurale » et en particulier des idéologies dominantes chez les chercheurs ; « marxistes et non marxistes » postule F. Clerc. En effet, nombre de travaux parmi les plus marquants d'économistes ruraux sont manifestement marqués par l'idéologie véhiculée, qui joue le rôle de prisme parfois. Il serait excessif de voir dans ces idéologies des « matrices de préjugés » ou « des sacs de réponses toute faites » dont parle S.C. Kolm (2), cependant des travaux paraissent « biaisés » dès le départ, et leur portée s'en ressent. Aucun chercheur n'étant neutre tous gagneraient à procéder, eux-mêmes, à une « approche multi-idéologique ». Considérer tous les aspects et tous les comportements non seulement pour les critiquer mais pour les analyser objectivement devrait être la règle. Tendre à l'objectivité à défaut d'être objectif ; « seule la vérité est révolutionnaire » disait Gramsci. Or, la vérité n'est jamais simple. Personne n'en a le monopole.

(2) « Le Monde » du 27 juin 1972 : « L'idéologie des économistes ». Voir aussi « Le Monde » du 16 septembre 1969. « Comme le demande M. Fournasti. Le chercheur économique doit-il raisonner le moins possible ? »

DISCUSSION

M. Chabert. — La difficulté d'atteindre les décideurs, problème des économistes (au moins de Mainié), est aussi celui des agents de développement et des syndicalistes.

N'est-ce pas une illusion d'assimiler l'entreprise agricole à l'entreprise industrielle? Officiellement le patron est l'agriculteur. Mais il a mis lui-même en place les prolongements de son entreprise. Les groupements et coopératives voudraient assurer les fonctions d'achat et de vente; les centres de gestion, celles de gestion et de prospective; le crédit agricole, la fonction de financement; le gouvernement, la décision des prix de vente...

Comment les chercheurs peuvent-ils :

— aider les agriculteurs à situer les vrais décideurs,

— les aider à prévoir des systèmes d'entreprises agricoles au sens large, qui n'écrasent pas l'homme et sa famille, car c'est la menace des systèmes collectivistes et capitalistes. Certains parlent de participation ou d'autogestion; n'est-ce pas une voie à creuser?

Quelle doit être la taille optimale des ateliers évoquée par H. Moreau?

Comment améliorer les communications entre les différents agents : salariés d'exploitation, de coopérative..., ceux qui se considèrent comme les patrons (les agriculteurs) et

ceux qui souvent tirent les ficelles (les technocrates aussi bien de l'administration que de la profession, souvent les décideurs au lieu d'être les conseillers, les arbitres, ou les exécutants qu'ils devraient rester)?

M. de Casabianca. — M. Malassis a souligné la nécessité de mener des recherches thématiques pluridisciplinaires. MM. Séverac et Maquart ont montré la nécessité de dépasser l'approche classique et purement économique des problèmes du monde rural, et d'intégrer en particulier l'approche du milieu culturel et du milieu écologique.

Le lieu privilégié d'une recherche thématique et de l'approche des problèmes culturels et écologiques est la région. Cette approche demanderait à être développée.

M. J.N. Chatanay. — S'il y a effectivement une permanence dans les problèmes posés, les caractères « nouveaux » de quelques problèmes résident en premier lieu dans l'intensification de certains facteurs ou dans l'accélération de phénomènes (telle la formation du capital). En second lieu, ils relèvent des modifications de comportement (cas des producteurs de lait, demande présentée par les jeunes agriculteurs d'un statut des aides familiaux). Enfin, ils sont dus à l'apparition de systèmes (par exemple, rémunération de l'activité agricole).